



Qu'en est-il des relations franco-marocaines en froid depuis février dernier ? Du côté français, on évoque une crise diplomatique, une rupture voire un froid polaire qui n'a que trop duré, dont les conséquences ont commencé à se manifester et dont la première victime n'est autre que les services de sécurité français, et notamment la DGSE, qui se trouvent désormais confrontés à une situation délicate alors qu'ils doivent faire face à la menace terroriste. Dans son édition électronique du 6 janvier, le journal Le Figaro a relaté le témoignage d'un fonctionnaire de haut rang, selon lequel la rupture des relations entre les deux pays a eu des effets opérationnels comme la non-exécution des commissions rogatoires internationales, le gel des enquêtes et le tarissement des sources d'information en provenance du Maroc qui est censé traiter, « en théorie, nombre de renseignements venant en particulier de Mauritanie et d'une partie de la bande sahélo-saharienne, où circulent des groupes terroristes et des trafiquants en tous genres ». « On dénombre environ 1.500 Marocains et 1.200 Français ou ressortissants actuellement au sein des factions djihadistes en Syrie. Nous avons tout intérêt à croiser les éléments que nous pourrions recueillir sur cette zone de combat pour déterminer les exactions commises et prévenir les retours... », a rapporté Le Figaro avant de rappeler : « Depuis des mois, toutes les activités de l'ambassade de France au Maroc tournent au ralenti, au point que le magistrat de liaison français a été rappelé à Paris jusqu'à nouvel ordre » . Un gel des relations qualifié par une source citée par le journal français de « préoccupante fracture dans la tradition d'étroite coopération liant les deux pays en matière de renseignement et de lutte antiterroriste ». En fait, cette coopération a plus de vingt ans d'existence et elle s'est resserrée davantage au lendemain de l'attentat d'Argana du 28 avril 2011 à Marrakech. Du côté marocain, on parle plutôt de tension ou de crispation et non de crise. Tel est l'avis d'Abdelfattah El Belamachi, président du Centre marocain de la diplomatie parallèle et du dialogue des civilisations (CMDPDC) qui estime qu'on ne peut pas parler de crise diplomatique entre les deux pays en l'absence de positions officielles claires qui ont des conséquences palpables sur les relations politiques, économiques et sécuritaires. « Le mot crise est un peu exagéré. L'Hexagone et le Rabat sont en bons termes tant que les grands dossiers qui les lient, à savoir les relations et les partenariats économiques, la question de l'immigration et des MRE résidant en France et la coopération sécuritaire ne sont pas touchés », nous a-t-il précisé. Mais qu'en est-il du gel de la coopération judiciaire et sécuritaire entre les deux pays ? Le président de CMDPDC tempère ses propos et minimise leur impact. Il considère que ces questions ne peuvent en aucun cas entamer les relations excellentes entre les deux pays. « Le Maroc coopère avec la France et la guerre contre le terrorisme menée par la France au Mali en est la preuve », nous a expliqué notre source. Des propos que partage parfaitement Khalid Cherkaoui Semmouni, président du Centre de Rabat pour les études politiques et stratégiques (CREPS). Selon lui, les relations franco-marocaines sont historiques et fortes. « Pareil incident diplomatique n'est que provisoire. Il s'agit plutôt d'une position politique et non d'une position constante de la diplomatie

Le gel de la coopération sécuritaire franco-marocaine inquiète la DGSE - Casablanca

Écrit par Administrator

Vendredi, 09 Janvier 2015 11:08 -

française », nous a-t-il confié. D'après lui, la France ne peut pas se passer de ses relations avec le Maroc qu'elle considère comme sa porte d'entrée en Afrique. « Peut-être que certaines parties voient d'un mauvais œil l'ouverture du Maroc sur l'Afrique mais cela ne peut pas mettre un terme à des relations politiques fortement stratégiques », a-t-il conclu.

[Joomla SEO powered by JoomSEF](#)